

## La surdité administrative est-elle une maladie professionnelle ?

par Patrice Cadet

### L'espoir,

c'est très certainement le sentiment qui nous animait lorsque, sous l'égide du Comité National de l'Eau, un groupe de travail sur la continuité écologique a été organisé, d'autant plus que les déclarations de M. Miquieu qui co-président ce groupe de travail, étaient, au début, plutôt encourageantes. Dans son introduction, il a même évoqué une « réévaluation » de la LEMA, 10 ans après son adoption ; rappelant que nous sommes réunis autour de la table pour s'écouter dans le respect mutuel.

### ...rapidement d c 

La première réunion fut dédiée à une présentation de la DEB (Direction de l'Eau et de la Biodiversité) sur les raisons qui justifient le rétablissement de la continuité écologique. Les succès incontestables de cette politique ont été présentés par un élu et un représentant d'un EPTB. Le tout en pratiquement 2h. De très nombreuses informations contenues dans cet exposé pouvaient être sérieusement contestées par des analyses historiques ou scientifiques. C'est au cours de cette réunion qu'un agent d'un syndicat de rivière a précisé que « *quand les propriétaires de moulin étaient d'accord, c'était parfait, mais que, quand ils n'étaient pas d'accord, il n'en tenait pas compte (puisque lui avait raison) !* ». A ce stade et même si les 3 premiers exposés étaient coordonnés à l'avance, nous n'avions aucune raison de penser que cette remarque provoquante était préméditée.

### La concertation proposée : une supercherie

#### Une première preuve

Nous n'avons pas obtenu de droit de réponse. Pour les coordinateurs, une réunion de concertation équilibrée c'est de donner à chacun le droit de présenter ses réflexions sur... une page maximum ! Pas facile pour répondre à une bonne cinquantaine de diapositives à charge. Nous avons tout de même réussi l'exploit de placer sur une page nos observations concernant certaines incohérences mentionnées par la DEB dans son exposé, un rappel des amendements non appliqués, l'intérêt écologique des seuils et enfin notre absence totale de confiance dans la DEB. Au cours de la seconde séance, comme pour les autres participants, nous avons 10 minutes pour présenter cette note. Finalement, bien peu avaient respecté la règle, notamment les participants favorables à la continuité écologique ! Ce qui a été regrettable, c'est que le président a aussi donné la parole à ceux qui n'avaient pas remis de contribution, en l'occurrence les p cheurs, dont le représentant a pu démonter notre proposition à coup de contre-vérités historiques ou écologiques, mais sans que nous puissions répondre. Au cours de cette réunion, c'est la conclusion du Président Miquieu qui nous a surpris : il a indiqué que ce GT, qui se présente sous les meilleurs auspices, pourrait avoir comme marqueur la signature de la charte des moulins ? Pourquoi une charte des moulins dans un groupe de travail où se trouvent des hydro-électriciens qui ont pourtant des gros obstacles sur les rivières, des riverains qui ont également beaucoup de seuils agricoles... incompréhensible ? Mais ce n'est pas le pire.   la suite de cette réunion, un compte-rendu a été fait dans lequel aucune des observations que nous avons apportées ne figure, à l'inverse de celles figurant sur les notes des pro-continuités. Nous avons donc corrigé ce compte-rendu, tout comme les hydro-électriciens, rectifications que le représentant des p cheurs professionnels a qualifié d'inexactes, avec l'approbation du Président Miquieu !

#### Une deuxième preuve

Evidemment nous avons réagi à ce compte-rendu, en accusant la DEB de manipulation, sur « la page » que le Président Miquieu avait proposée à qui avait encore des informations à apporter. Sa réaction a été violente, il nous a fait savoir que nous accusons la DEB à tort puisque c'est à son initiative que ce groupe de travail a été crée. « Acceptant » son point de vue... nous avons proposé une nouvelle contribution plus soft : l'objectif étant de continuer à discuter. Evidemment le Président ignore les coups bas que nous a faits la DEB, par exemple pendant les discussions sur la charte, ou encore la note officieuse pour expliquer aux services décentralisés comment ne pas appliquer le L214-18-1...

#### Une troisième preuve

  l'occasion de la 3  réunion, le compte-rendu n'a même pas été évoqué ? Après le tour de table habituel, à raison de 10 minutes par participant, la Présidente Simone Saillant expose la version V1 d'un « document de travail » et là, c'est le choc. Adieu l'évaluation de la LEMA, adieu la remise en cause du classement des rivières, ce n'est plus l'utilité de l'application universelle et aveugle de la continuité écologique qui est discutée, mais les arguments nécessaires pour décrédibiliser le p quenot qui s'oppose, parce qu'il est intellectuellement limité, à la continuité écologique par destruction de l'environnement.

Il y a mieux, dès le début de ce document on lit cette remarque : « *Les dernières contributions reçues témoignent d'une remise en cause de la confiance espérée...* » Il est fait allusion au dépôt du moratoire et du projet de loi rédigé par le Sénateur Patrick Chaize. On laisse entendre que c'est un coup d'épée dans le dos des gentils organisateurs... « Heureusement », se référant à son expérience d'élu, M. Miquieu explique ce qu'est en fait une proposition de loi déposée par un sénateur : « *c'est simplement une démarche destinée à améliorer ses statistiques d'activité au sein du Sénat* » ! Cette déclaration nous plonge dans un abîme de perplexité sur nos Sénateurs ! La conclusion de cette 3  réunion s'est terminée par une condamnation en règle de notre position puisque, juste avant la fin de la séance, le Président donne, au hasard, la parole au représentant des p cheurs qui rappelle qu'il n'y a pas d'alternative à la continuité écologique puisque c'est la loi et que le L214-18-1 doit vraiment disparaître car il constitue une entorse grave (probablement à la pensée unique !).

#### On se moque ouvertement de nous

Un certain nombre de participants demande à ce que ce document de travail soit discuté. Le « on verra » de M. Miquieu se transforme quelques jours plus tard en un nouveau document estampillé d'un V2 sous forme d'un questionnaire et qui ne retient absolument rien de ce que nous avons exposé en séances. Il faut souligner que, pour pouvoir marginaliser l'opposition, quoi de plus génial qu'un questionnaire avec des questions biaisées, toutes en faveur de la continuité écologique, pour montrer mathématiquement qu'un infime pourcentage de participants s'oppose à ce principe. En effet, dans notre camp, celui des opposants, les objections ne portent pas sur les mêmes thèmes et vont se disperser dans le questionnaire, alors que le groupe de travail a été construit pour apporter automatiquement la majorité absolue à la DEB. Si la FFAM est le principal opposant à cette forme inadaptée de restauration de



la continuité écologique et bénéficie d'une voix, 100% de ces adhérents sont les victimes de cette stratégie. Répondre à ce questionnaire revient à renier nos convictions et à cautionner la politique actuelle.

### **Un questionnaire provocateur orienté uniquement à charge contre les moulins**

Il n'est pas possible de reproduire intégralement ici le questionnaire, mais voici quelques questions parmi les plus provocantes (en italique les Remarques FFAM) :

**C1. Demander aux préfets de ... définir des éléments de priorisation au niveau national et laisser suffisamment de subsidiarité aux territoires. Les secteurs seront ainsi priorisés au vu d'un diagnostic local et d'une méthode nationale, ... Cette programmation nouvelle permettrait de maintenir les aides selon le nouveau calendrier, viser l'efficacité pour l'atteinte du bon état des eaux, tenir compte des espèces et des habitats cibles. Pour les espèces migratrices amphihalines, l'enjeu de suppression du cumul d'obstacles est majeur ainsi que la cohérence des actions à l'échelle de l'ensemble de l'axe de migration. Pour les espèces holobiotiques, le traitement des points bloquant l'accès aux frayères ou l'entrée dans un bassin, et la restauration des habitats en tête de bassin est majeur, concilier les usages : AEP, hydroélectricité d'une certaine puissance, patrimoine classé, piscicultures, sécurité publique...**

Réponses proposées : Je suis d'accord avec cette proposition

Je suis d'accord sous réserve de légère modification rédactionnelle

Je ne suis pas d'accord avec cette proposition

*Remarques FFAM : Cette affirmation est inexacte puisque les espèces amphihalines et holobiotiques ont franchi pendant des siècles une densité d'ouvrage 2 fois supérieure à celle qui subsiste aujourd'hui et que les mêmes espèces disparaissent dans des rivières sanctuaires sans aucun aménagement humain. Ce sont donc pas les obstacles franchissables qui posent problème, mais bien l'état sanitaire des poissons dont le développement physiologique est impacté par les perturbateurs endocriniens, ou encore les maladies et parasites, mais aussi la pollution génétique issue des lâchers de poissons d'élevage, et enfin les conditions physiques (température) et chimique de l'eau (pollution), qui ne correspondent plus à celles qui déclenche l'instinct de migration, qui expliquent l'incapacité des poissons à franchir les obstacles, au demeurant indispensables à la sélection naturelle. Ce n'est pas un cas isolé, la migration des oiseaux est aussi très perturbée pour des raisons climatiques. Il existe une foule d'animaux qui ont toute la liberté de se déplacer et qui disparaissent (insectes, ours...). Pour le CNE, il y a 2 sortes de scientifiques : ceux qui prônent la continuité écologique et qui ont raison, et ceux qui démontrent le contraire et qui se trompent.*

**D4. Informer les propriétaires d'une part, sur le coût de l'entretien d'une passe à poisson et d'un ouvrage maintenu et d'autre part sur l'importance de la dimension sécurité de l'ouvrage.**

*Si vous répondez à cette question par l'une des 3 propositions, vous reconnaissez implicitement que la restauration de la continuité écologique est nécessaire. Vous reconnaissez également qu'un seuil n'a strictement aucun intérêt écologique, environnemental ou énergétique, alors que nous avons de multiples preuves scientifiques du contraire.*

**F4. Réaliser des études ... sur la rentabilité énergétique des ouvrages versus les services écosystémiques, rendus par**

**les milieux aquatiques en tenant compte de l'aggravation de l'intermittence de la pico-hydroélectricité et de l'impact des ouvrages sur la capacité de dispersion des espèces avec le changement climatique.**

*Voilà que la pico-hydroélectricité, qui est nécessairement associée à des débits et des hauteurs de chute faibles, donc pas impactants de toute façon, est considérée comme nuisible, contrairement aux barrages certainement !*

**G1. Relancer le processus permettant de signer une charte des moulins.**

*Alors que tout est fait pour minimiser l'importance des représentants des moulins, voilà que la signature d'une charte devient un acte de première importance. Quel manque d'ambition !*

**G2. Dégager une vision partagée des modalités de mise en œuvre de l'article L.214-18-1.**

*Il s'agirait de partager en premier lieu la note (interne aux services) d'aide à la mise en œuvre élaborée par la DEB et d'établir des propositions.*

**G6. Mettre à jour le guide des droits fondés en titre ; appliquer la méthodologie de calcul du débit dérivable associé aux moulins.**

*Pour ces questions, pas besoin de commentaires...*

**H4. Développer une approche harmonisée... pour le déploiement de la politique de restauration de la continuité écologique...**

*CQFD. Personne ne peut dire que ce n'est pas clair, après 6 heures de « concertation », la question reste la même : on ne discute pas la continuité écologique mais uniquement comment faire plier les propriétaires de seuils agricoles ou de moulins.*

### **Une mauvaise foi qui donne la nausée**

Expliquer qu'au 18<sup>e</sup> siècle il y avait 100 000 saumons dans la Loire, et conclure qu'il faut détruire les seuils de moulins avec lesquels ils ont cohabité pendant des siècles pour qu'ils se multiplient sans toucher aux barrages qui ont bloqué les migrations, c'est « logique et normal » (!).

Expliquer que même si le reste du monde estime que dans les rivières sanctuaires totalement dépourvues d'ouvrages, les saumons disparaissent à cause du réchauffement climatique, de la pollution, de la modification du milieu marin et de la surpêche, mais qu'en France ils seront sauvés quand on aura détruit les seuils de moulins qui remplacent en fait les cascades naturelles, c'est « normal et logique » (!).

Faire croire et croire que le milieu aquatique, qui est devenu si défavorable au point de faire disparaître plus de 80% des poissons à partir de 1970, va devenir miraculeusement propice à la multiplication des poissons si on détruit les seuils de moulins, est tout simplement insensé...

Affirmer que le B du sigle AFB (Agence Française de Biodiversité) signifie Poissons et seulement Poissons.... Donc exclusivement réservé aux 2% de la population qui pêchent au détriment des 98% qui ne pêchent pas, c'est piétiner à la fois la démocratie et les principes fondamentaux de l'écologie.

Nier tous les travaux scientifiques qui mettent en évidence les dangers de restaurer aveuglément la continuité écologique en perturbant un écosystème fragile et les espèces en voie de disparition qui y vivent, sans tenir compte des règles élémentaires de l'écologie ; nier qu'avec le réchauffement climatique, il est nécessaire de conserver l'eau aussi bien dans les rivières qu'en dehors des rivières ; nier que les seuils génèrent

des zones humides, des processus d'autoépuration, sont des zones refuges de la biodiversité en diversifiant les habitats et qu'on peut les utiliser pour produire de l'énergie renouvelable de proximité, c'est le simple reflet d'un dogmatisme qui a été poussé si loin au détriment de l'intelligence qu'il devient impossible pour ses auteurs de revenir en arrière.

Nous en sommes là.

### Nos propositions

Ce que nous voulons, c'est pourtant simple, c'est que l'argent disponible aille réellement vers ce qui a impact  la continuité écologique et la disparition des espèces migratrices et ne s'applique pas aveuglément parce que l'obstacle porte un numéro sur le référentiel des obstacles à l'écoulement. N'importe quelle pierre dans le lit de la rivière est un obstacle à l'écoulement, mais pas un obstacle à la continuité écologique.

1) Les seuils des moulins qui existaient avant 1850 et qui n'ont jamais historiquement impact  les migrations ni la biodiversité aquatique sont automatiquement exclus du programme de restauration de la continuité écologique si la hauteur entre la crête du déversoir et le lit naturel au pied du déversoir n'excède pas 2 m.

2) Pour les autres ouvrages, la restauration de la continuité écologique ne peut être entreprise qu'après une étude exhaustive de leur environnement : usage, patrimoine, paysage, biodiversité totale, communauté piscicole cible effectivement présente, pollution, avenir climatique (GIEC), présence permanente d'eau, obstacles naturels, barrages.

L'approche au cas par cas est indispensable pour favoriser autant que possible la production d'hydro-électricité.

3) Inciter les collectivités à faire la promotion des projets qu'elles ont portés, des résultats obtenus, en incluant obligatoirement des tronçons de rivière témoins non modifiés, où les seuils ont été conservés, et sur une période de 15 ans, correspondant déjà à un temps de réponse minimum en matière environnementale et écologique.

4) Respecter la loi (Borloo 2010) : « aménagement » uniquement, mais sans recourir à l'arasement ni l'effacement (non prévu par la loi) dont les conséquences écologiques sont négatives dans le contexte du réchauffement climatique, sans intervenir sur les ouvrages de faibles hauteurs.

Il est tout à fait évident maintenant qu'il n'y a absolument rien à attendre de ces réunions. **Il faut continuer à se battre et à sensibiliser nos élus qui ont plusieurs fois montré leur attachement aux moulins et surtout à leur utilité...**

Nous ne défendons pas nos « petits intérêts privés », nous voulons protéger nos reliquats de faune et flore aquatique, et participer à la lutte contre le fléau du changement climatique, tout en permettant en plus à la France de combler en partie son retard en matière de production d'énergie renouvelable. Nous continuerons à nous battre contre cette inquisition maquillée d' cologie.

## Grille d'analyse de caractérisation et de qualification d'un patrimoine lié à l'eau

La grille d'analyse de caractérisation et de qualification d'un patrimoine lié à l'eau a été élaborée au Ministère de la Culture en présence du Ministère de l'environnement et avec le concours des 2 fédérations de moulins. Elle est l'aboutissement d'une modification de la législation de l'article III du code de l'environnement L. 211-1 dont l'objet est la gestion équilibrée de la ressource en eau. Cet article III est très important pour les moulins hydrauliques qui y sont désignés avec leurs dépendances. Il n'y a plus d'équivoque, les ouvrages hydrauliques des moulins font partie de la gestion équilibrée des ressources en eau au même titre que le moteur hydraulique. Encore faut-il qu'ils soient situés et définis. C'est l'objet de la grille d'analyse.

Compte tenu des enjeux patrimoniaux et paysagers existants dans le cadre de la mise en conformité environnementale de nos ouvrages, cette grille a vocation à être complétée lors de la réalisation des dossiers administratifs. Cette grille doit permettre de confronter l'enjeu patrimoine et l'enjeu écologique à l'occasion des échanges prévus au cours des réunions traitant de la restauration de la continuité de la rivière. Cette grille est primordiale pour le choix des divers scénarios de restauration de la qualité des eaux de la rivière. Tous les ouvrages en rivière ayant un intérêt scientifique ou patrimonial sont concernés et bien évidemment vos ouvrages comme le seuil, les canaux et accessoires constituant l'essentiel de votre moulin à savoir le droit d'eau. Cette grille sera donc un des éléments du cahier des charges pour la réalisation des études sur un ouvrage en rivière. Elle sera donc remplie avant toute intervention sur votre ouvrage. Elle n'est pas obligatoire mais nous vous recommandons de demander que cette grille soit

remplie par le bureau d'études. Qui mieux que vous connaissez votre ouvrage en rivière ? En conséquence cela vous permettra d'une part d'être informé et de ne pas découvrir au moment des travaux qu'il y avait un projet d'aménagement de votre ouvrage. D'autre part vous pourrez faire inscrire toutes informations utiles à la sauvegarde de votre ouvrage.

La diffusion de cette grille a été faite par les services décentralisés de l'Etat (DDT en particulier et le service local de la police de l'eau). Elle est à compléter par les collectivités territoriales, syndicats de rivière, PNR1 quand il a la compétence, mais aussi par le propriétaire lui-même également maître d'ouvrage. Ainsi les bureaux d'études chargés d'élaborer les dossiers de mise en conformité doivent produire cette pièce et l'insérer dans leur dossier. Je vous rappelle que le maître d'ouvrage est celui qui paye la prestation c'est-à-dire le propriétaire même s'il a obtenu des subventions des Agence de l'eau, région ou département. Le bureau d'études est un maître d'ouvrage payé et commandé par le maître d'ouvrage. Je vous informe tout de même que les hydro électriciens se réjouissent de l'existence de cette grille et invitent leurs adhérents à faire la démarche pour demander qu'elle soit un des éléments du dossier de mise en conformité. Ils veulent faire valoir la valeur patrimoniale de leurs ouvrages. Certains hydro électriciens utilisent les droits d'eau fondés en titre d'anciens moulins pour produire de l'hydro-électricité, il serait étonnant que les propriétaires de moulins qui font un autre usage de l'eau ne soient pas vivement intéressés par cette nouvelle mesure. (1) PNR Parcs Nationaux Régionaux.

D'après Albert Higounenc.